

Journal d' Afghanistan

N° 465 du 20.11 au 18.12.2010

Par C.De Broeder & M.Lemaire

a) Le "Journal d'Iran" est visible sur les blogs :

<http://journaldeguerre.blogs.dhnet.be/>

<http://journauxdeguerre.blogs.lalibre.be/>

b) sur le site de Eva Resis : no-war.over-blog.com

c) sur le site de Robert Bibeau : <http://www.robertbibeau.ca/palestine.html>

d) Et sur le site Palestine Solidarité : http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_afghans.htm

NB : Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse : fa032881@skynet.be

Avant propos

La guerre menée par le terrorisme contre ses adversaires déclarés est tout à fait invraisemblable.

Pour être crédible, cette histoire exigerait triplement et simultanément une excessive stupidité des terroristes, une incompétence extravagante des services policiers, et une folle irresponsabilité des médias. Cette invraisemblance est telle qu'il est impossible d'admettre que le terrorisme soit réellement ce qu'il prétend être'.

(MICHEL BOUNAN)

Les médias occidentaux pro USA usent d'un terme générique- *Al Qaida*- Taliban - pour désigner tous les résistants idem pour le mot 'terrorisme' employé par les Usa & ces acolytes

Avant de vous lancer dans la lecture du journal, noter ceci: '*Al Qaïda*' & *Al-Zarqaoui*, Ben Laden Mollah Omar = concept réducteur inventé par les Usa, pour désigner la résistance. Idem pour le mot 'terrorisme' employé par les Usa & ces acolytes

Sommaire.

Tiré à part :

Les attaques contre l'OTAN atteignent un sommet.

A quoi risque t'on de mener le dialogue avec les résistants ?

Keith Jone: Les pourparlers de paix en Afghanistan et la «guerre à la terreur»,

Adam Curtis « Le Pouvoir des Cauchemars ».

Afghanistan/Pakistan : Résultats mitigés pour la stratégie américaine en 2010

Les Afghans souhaitent un départ rapide des Américains.

Les Etats-Unis et l'Otan perdent la confiance de la population

Dommages Collatéraux... le Pentagone prolonge

L'Otan reconnaît une bavure,

L'aviation de l'Otan continue à tuer des civils par ... "mégarde"

Heurts après une bavure présumée de l'Otan en Afghanistan

Des ONG appellent l'Otan à mieux protéger les civils,

Paroles & action du président...

Otan: "un nouveau concept"

L'Afghanistan au cœur des débats

Un soldat britannique peut-être tué par ... un tir ami.

1 La résistance contre l'agresseur Résistance

Occupants:
2 Occupation de l'Afghanistan
Les forces en présence
3 Politique
1) collaborateurs afghans
2) occupants

Tiré à part :

De peur de la réaction de l'opinion publique américaine, Washington ne publie souvent l'actualité sur les pertes américaines en Afghanistan qu'avec plusieurs jours de retard.

11/12/

Zeynel CEKICI

Les attaques contre l'OTAN atteignent un sommet.

Les attaques ont atteint un niveau sans précédent depuis le début de la guerre il y a neuf ans, et les progrès accomplis par les forces dirigées par l'OTAN sont limités, a indiqué mardi le département d'Etat américain dans un rapport.

Cette année, du 1er avril au 30 septembre, les incidents violents en Afghanistan ont été quatre fois plus nombreux qu'au cours de la même période de 2007, selon le rapport du Pentagone remis au Congrès. Il a également noté une augmentation de 55%, par rapport au trimestre précédent, des "événements cinétiques", y compris les tirs directs et indirects, les tirs terre-air et les bombes artisanales qui ont explosé ou été découvertes et neutralisées.

Source: xinhua

24.11.

<http://french.peopledaily.com.cn/International/7209398.html>

A quoi risque t'on de mener le dialogue avec les résistants ?

Et au diable le «noble» combat contre le «fanatisme», «l'obscurantisme», le «terrorisme» ! Qu'on se le dise : les Etats-Unis d'Amérique et leurs alliés de l'OTAN jugent, désormais, le moment, plus propice que jamais, pour reprendre langue avec les Talibans. Tant pis, si tout un pays, en l'occurrence, l'Afghanistan, fait, depuis 10 ans, les frais de ce pseudo zèle anti-terroriste, qui accusait jadis les «étudiants en théologie» de pires ennemis de l'humanité, qui criait vengeance sur tous les toits! Mais Amrallah Saleh, ancien responsable de la sécurité afghane, poussé, au terme de six ans de bons et loyaux services, à la démission, pour cause de divergence avec le Président Karzaï, évoque une vérité élémentaire, à savoir, que tout éventuel compromis avec les résistants risque de compliquer davantage la donne, et ce, pour plusieurs raisons : primo, rien ne dit que cette tentative d'intégration des «terroristes» au sein du pouvoir afghan soit à même de faire d'«assassins», d'honorables hommes politiques, vu que c'est, au Pakistan voisin, qu'est tracée leur «ligne de conduite présente et future», et qu'Islamabad n'est pas, pour le moment, convié à participer à cet effort. Secundo, la tentative pourrait s'interpréter comme un signe évident de faiblesse, dans un contexte où les forces étrangères s'enlisent, que la part de Kaboul, dans le contrôle du territoire national, rétrécit comme une peau du chagrin, et que l'OTAN s'apprête, pour ainsi dire, à déguerpir. C'est, sans doute, pour ces mêmes raisons, que, face aux offres de dialogue qui se multiplient, ces derniers temps, les résistants ne cessent de faire la fine bouche et d'aller de préalable en préalable.

Un jour, ils réclament le retrait des occupants de l'Afghanistan, le lendemain, il veulent l'éviction de Karzaï du pouvoir. Et dans ce bazar de toutes les mauvaises volontés, les Afghans s'interrogent, inquiets sur leur avenir. Quelle est au juste la mission du Conseil suprême de paix afghan ?

Est-il en passe de baliser la voie, sous l'impulsion de l'Occident, au retour des bourreaux du peuple au pouvoir ?

A-t-il oublié les heures les plus noires de l'histoire du pays où les forces des ténèbres avaient pris en otage ce même peuple ? Les Afghans continuent à s'interroger, alors que l'Occident s'apprête, semble-t-il, à se livrer à l'un des plus scandaleux trocs du siècle : Respect de l'intégrité de l'être humain contre l'intérêt politique !

11/12/

<http://french.irib.ir>

Keith Jone: Les pourparlers de paix en Afghanistan et la «guerre à la terreur»,

De hauts représentants des États-Unis et de l'OTAN ont révélé plus tôt ce mois-ci qu'ils facilitaient les discussions entre les hauts dirigeants résistants et le gouvernement d'Hamid Karzaï, un régime soutenu depuis 9 ans par Washington et ses alliés alors qu'ils mènent une guerre contre insurrectionnelle en Afghanistan.

Sur la base d'informations fournies par l'administration Obama et l'appareil de sécurité nationale des États-Unis, le New York Times rapporta que les forces des États-Unis et de l'OTAN ont donné un sauf-conduit à des dirigeants résistants jusqu'à Kaboul, incluant le transport aérien d'un des dirigeants de l'insurrection.

Peu après, le général David Patraeus, le commandant américain de forces alliées en Afghanistan, et le secrétaire général de l'OTAN, Anders Fogh Rasmussen, ont publiquement expliqué le rôle qu'il avait joué pour permettre aux dirigeants résistants de rejoindre les pourparlers de paix.

À la demande de la Maison-Blanche, le Times retient les noms des représentants résistants impliqués dans les discussions, mais il est mentionné qu'au moins trois dirigeants du Quetta Shura et un dirigeant du Peshawar Shura seraient inclus.

Depuis 2008, le régime assiégé de Karzaï tente d'établir des discussions avec au moins certaines sections des résistants et une alliance de groupes contre l'occupation, utilisant l'Arabie saoudite comme intermédiaire. Le fait que Washington ait admis avoir participé à de telles négociations représente un tournant significatif et est une autre indication de la crise que confronte l'intervention des États-Unis et de l'OTAN en Afghanistan.

L'administration Obama a dramatiquement étendu la guerre en Afghanistan. Il a plus que triplé le nombre de soldats américains en Afghanistan à plus de 100.000, faisant passer le nombre total de soldats étrangers déployés à plus de 150.000, il a poussé le Pakistan à mener des opérations militaires majeures dans sa zone frontalière pachtoune.

Mais les forces des États-Unis de l'OTAN n'ont pas réussi à battre ou même à ralentir l'insurrection. Le gouvernement corrompu et répressif de Karzaï est vilipendé par le peuple afghan en tant que régime colonial fantoche dépendant de la puissance de feu massive des États-Unis et de l'OTAN pour assurer le contrôle des principaux centres urbains d'Afghanistan. L'opinion populaire aux États-Unis, en Angleterre dans les autres principaux pays de l'OTAN a brusquement viré contre la guerre, et un nombre de pays, incluant les Pays-Bas et le Canada se sont retirés ou ont annoncé un prochain retrait de leurs troupes.

L'élite dirigeante américaine et les militaires sont déterminés à maintenir leur domination en Afghanistan peu importe l'étendue de la dévastation subie par la société afghane. Mais Washington appréhende de plus en plus que l'engagement massif de sa puissance géopolitique et militaire pour mener la guerre en Afghanistan affaiblisse les États-Unis face à d'autres problèmes, incluant la Chine et l'Iran. D'où l'intérêt de voir une entente se concrétiser avec des éléments résistants, dans lequel un rôle leur serait offert dans un régime afghan reconfiguré, mais toujours sous la coupe des États-Unis, en échange d'une renonciation à l'insurrection.

Bien entendu, ce nouveau stratagème mine complètement l'argument officiel ayant justifié la guerre au départ. L'invasion et l'occupation de l'Afghanistan a été vendue et justifiée par l'ensemble de l'establishment américain pour la question vitale de la «guerre contre la terreur». Ce n'est qu'en écrasant les résistants, comme ils nous l'ont raconté, que la sécurité du peuple américain pouvait être assurée.

Mais maintenant, afin de mieux servir les intérêts des États-Unis en Asie centrale, des sections des résistants sont apparemment fréquentables. La secrétaire d'État américaine, Hillary Clinton, a récemment déclaré à l'émission «Good Morning America» sur les ondes d'ABC, qu'elle n'écartait pas la possibilité que Washington et ses clients afghans n'en viennent à une entente avec ceux que la presse américaine et les politiciens ont dénoncés ad infinitum comme des fanatiques islamistes et des terroristes.

«Vous ne faites pas la paix avec vos amis», a dit Clinton. Elle ajouta que bien qu'elle croyait «peu probable que la direction des résistants qui avait refusé de livrer Ben Laden en 2001 se réconcilie» avec Washington, «on a vu des choses plus étranges dans l'histoire de la guerre».

La vérité c'est que la «guerre contre la terreur» comme les allégations «d'armes de destruction massive» en Irak, était un prétexte, une ruse de propagande invoquée pour justifier la poursuite de l'agenda prédateur de l'impérialisme américain. La classe dirigeante des États-Unis a saisi les événements encore inexplicables du 11 septembre 2001 pour opérer à Washington un changement de stratégie géopolitique et militaire planifiée depuis longtemps. Lancer la guerre en Afghanistan et en Irak avec dans le but de prendre dans un étau de fer et de sang le contrôle de la plus importante région exportatrice de pétrole et ainsi arrêter le glissement historique de la position mondiale du capitalisme américain.

En occupant l'Afghanistan, Washington cherchait à s'assurer une tête de pont en Asie centrale, qui contient la deuxième plus importante réserve exportable de pétrole au monde, juste derrière le Moyen-Orient. De plus, l'Afghanistan a des frontières communes avec la Chine et l'Iran et se trouve près de la Russie, trois pays dont les ambitions sont depuis longtemps considérées avec suspicion et hostilité par les États-Unis.

En favorisant les discussions avec les résistants et des groupes les soutenant, comme les miliciens dirigés par les Hekmatyars, Washington renoue avec de vieilles connaissances. Les dirigeants des résistants, tout aussi bien que ceux d'al-Qaïda, incluant Ben Laden, étaient les alliés des États-Unis, des «atouts» de la CIA dans la guerre que les moudjahidines, des fondamentalistes islamistes, livrèrent contre l'Union soviétique durant les années 1980.

Cette guerre, comme s'en enorgueillit Zbigniew Brzezinski, le conseiller à la sécurité nationale de Jimmy Carter, a été fomentée par les États-Unis à la fin des années 1970. Avec pour objectif d'amener les Soviétiques à envahir l'Afghanistan, les États-Unis instiguèrent l'opposition tribale et islamiste au gouvernement pro-soviétique de Kaboul, piégeant l'URSS en la forçant dans une guerre de guérilla comme les Américains l'avaient subie au Vietnam, et transformant ce pays d'Asie centrale en charnier de la Guerre froide.

Une décennie après le retrait des Soviétiques d'Afghanistan, Washington en vint à reconsidérer ses anciens alliés moudjahidines comme des obstacles à ses visées de domination sur l'Asie centrale et lança son projet colonialiste en Afghanistan.

Le second prétexte invoqué par les États-Unis et ses alliés pour justifier la guerre en Afghanistan — la démocratie — est lui aussi exposé pour être un mensonge. Le gouvernement Karzaï est un régime de seigneurs de guerre corrompus, plusieurs étant de fervents islamistes fondamentalistes. Comme les élections présidentielles de l'an dernier, les élections parlementaires de septembre dernier ont été minées par la fraude électorale et autres pratiques antidémocratiques, incluant l'exclusion arbitraire de candidats perçus pour être hostiles à Karzaï et ses alliés.

La révélation selon laquelle Kaboul serait impliqué dans des pourparlers de paix avec des dirigeants résistants laisse supposer un possible virage tactique de la part des États-Unis. Cependant, personne ne devrait se faire d'illusion quant aux objectifs brutaux des États-Unis. Les pourparlers sont vus en complémentarité à la « montée », une augmentation massive de la violence exercée par les forces d'occupation dirigées par les États-Unis.

Depuis que le général Petraus a pris le commandement des opérations afghanes en juillet dernier, le nombre d'attaques aériennes a triplé, atteignant 700 en septembre. Et il est rapporté que des unités spéciales d'escadrons de la mort mènent 10 missions par jour.

Comme pour en Irak, où Petraus développa une stratégie similaire, les militaires américains cherchent à détruire et à tuer le plus possible les groupes insurrectionnels tout en cherchant à diviser la résistance armée en offrant des avantages financiers à ceux prêts à accepter la domination américaine.

Dès le départ, il y a neuf ans ce mois-ci, la guerre afghane a été une entreprise criminelle.

Que l'administration Obama ait massivement étendu cette guerre témoigne de son rôle fondamental, qui a été de pousser la politique réactionnaire de l'élite dirigeante américaine sur toute la ligne : militarisme, attaque contre les droits démocratiques en sol américain, le pillage de l'État afin de préserver la richesse de l'aristocratie financière, et l'offensive contre le niveau de vie et des droits de la classe ouvrière.

Keith Jone

Mondialisation.ca,

Le 26 novembre 2010 WSWWS

Article original, WSWS.

Articles de Keith Jones publiés par Mondialisation.ca

Adam Curtis « Le Pouvoir des Cauchemars ».

Adam Curtis « Le Pouvoir des Cauchemars » ("The Power of Nightmares") est un documentaire produit par la BBC qui s'applique à démontrer qu'Al-Qaïda n'existe pas et que l'idée d'une menace terroriste globale est un pur fantasme. Un documentaire édifiant qui explique comment et pourquoi ce fantasme fut créé, qui en bénéficie, et pourquoi il résiste si bien à l'épreuve du temps.

Réalisé par Adam Curtis, qui est reconnu comme étant le meilleur documentariste en Grande Bretagne, « Le Pouvoir des Cauchemars » a reçu plusieurs prix et fut présenté « hors compétition » au festival de Cannes 2005. Dans sa version intégrale, « Le Pouvoir des Cauchemars » dure près de 3 heures et remonte aux origines de l'islamisme et du néo-conservatisme. Il fut initialement diffusé sur BBC2 en octobre 2004, découpé en une série de 3 épisodes. Nous vous proposons ici un montage de ce documentaire, d'une durée de 32 minutes.

Sur le même thème, nous vous recommandons de visionner le discours d'Alain Chouet - ex-directeur du Service de renseignement de sécurité à la DGSE - lors d'une table ronde qui s'est tenue au Sénat le 29 janvier 2010.

Alain Chouet y démystifie le concept "Al-Qaïda", de manière certes moins radicale que ne le fait le documentaire de la BBC, mais tout aussi accablante : www.dailymotion.com/video/xcdlv5

A propos du réalisateur : Adam Curtis a reçu le prix de la persistance du regard du Golden Gate au San Francisco International Film Festival (2005), et le Alan Clarke Award (2006). Il enseigna les sciences politiques à l'université d'Oxford avant de se lancer dans une carrière à la télévision.

PLUS D'INFO sur www.REOPEN911.info

Le site français sur les attentats du 11 Septembre

Articles de Adam Curtis publiés par Mondialisation.ca

Afghanistan/Pakistan : Résultats mitigés pour la stratégie américaine en 2010

nb : PS : la publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage toute l'analyse des auteurs mais doit être vu comme information

La stratégie américaine, marquée par d'importants renforts en 2010 puis l'annonce d'un retrait progressif à partir de 2011 en Afghanistan, et par un déluge de missiles visant Al-Qaïda au Pakistan, n'a pas produit d'effets décisifs sur le front de la "guerre contre le terrorisme".

Car, avec près de 700 morts, 2010 est de très loin l'année la plus meurtrière en neuf ans de guerre en Afghanistan pour les quelque 140.000 soldats de la force de l'Otan, aux deux tiers américains, face à des résistants qui, avec leur tactique de guérilla, ont gagné du terrain jusque dans le nord.

L'objectif de Washington, repris cette année par l'Otan, de retirer leurs troupes de combats à partir de 2011 et de confier aux forces afghanes la responsabilité de la totalité de la sécurité du pays d'ici la fin 2014 est, pour les experts, au mieux optimiste, au pire utopique.

Une image restera à l'esprit en cette fin d'année 2010: la visite-éclair début décembre du président américain Barack Obama, en pleine nuit et tenue secrète pour "raisons de sécurité".

Il est venu dire à ses soldats qu'ils étaient en train de "briser l'élan des talibans" mais n'a pas quitté la base américaine pour se rendre à Kaboul et rencontrer son homologue afghan Hamid Karzaï, en raison d'une mauvaise météo selon la Maison Blanche.

Cette visite furtive, raillée par les résistants qui ont moqué une "fuite d'Afghanistan en pleine nuit", illustre le contraste entre des déclarations parfois enflammées à Washington et la retenue des chefs militaires sur le terrain. Jamais de 'présumé' lorsqu'il s'agit d'accuser les Talibans bien sûr...

AngolaPress,

Les Afghans souhaitent un départ rapide des Américains.

Les Afghans sont plus pessimistes que l'an dernier sur l'avenir de leur pays, croient moins dans la capacité des Etats-Unis et de leurs alliés à leur apporter la sécurité(...) et sont davantage prêts à discuter avec la résistance, indique un sondage réalisé dans les 34 provinces du pays.

Sur le plan national, plus de la moitié des personnes interrogées estiment que les forces américaines et les autres militaires de l'Otan devraient commencer à quitter le pays dans six mois, voire plus tôt, ajoute le journal.

De plus, plus de 25% des Afghans approuvent les attaques contre les forces américaines et étrangères, selon ce sondage fondé sur des entretiens avec 1.691 adultes afghans choisis au hasard dans l'ensemble du pays entre le 29 octobre et le 13 novembre par le Centre afghan pour la recherche socio-économique et d'opinion de Kaboul.

06.12.10

20Minutes.fr,

Les Etats-Unis et l'Otan perdent la confiance de la population

Les Afghans sont de moins en moins confiants en la capacité des Etats-Unis et de l'Otan à garantir la paix et la stabilité en Afghanistan, selon un sondage réalisé par ABC News, BBC, ARD et le quotidien Washington Post. Seulement 36% de personnes interrogées se sont déclarées confiantes en la capacité des Etats-Unis et de l'Otan à assurer la paix et la stabilité dans le pays, ce qui représente une baisse de 12% par rapport aux résultats du sondage de 2009 et de 31% par rapport à ceux de 2006.

Le document souligne que 73% de personnes interrogées sont pour le début de négociations avec les résistants, soit 13% de plus que l'année 2008.

Le sondage a été réalisé du 29 octobre au 13 novembre auprès de 1.700 habitants des 34 provinces afghanes.

La marge d'erreur du sondage est de 3,5%.

<http://fr.rian.ru/>

07/12/2010

http://www.alterinfo.net/notes/Afghanistan-les-Etats-Unis-et-l-Otan-perdent-la-confiance-de-la-population_b2531340.html

Dommmages Collatéraux... le Pentagone prolonge

L'Otan reconnaît une bavure,

La force internationale de l'Otan en Afghanistan a reconnu que ses troupes avaient tué par erreur trois civils et en avaient blessé quatre au cours de combats contre des résistants dans l'est du pays.

La Force internationale d'assistance à la sécurité (Isaf), dirigée par l'Otan, a indiqué que trois civils avaient été "tués accidentellement" vendredi lorsque des troupes de l'Otan ont essuyé des tirs dans le village de Tantil, dans le district de Darah-ye Pech, situé dans la province de Kunar. "Les forces de la coalition ont identifié la position des rebelles et ont répliqué avec des tirs de mortier", précise le communiqué de l'Otan.

"Trois ou quatre obus se sont abattus à côté de leur cible, près d'un village, ce qui a eu pour conséquence que trois civils afghans ont été tués accidentellement et que quatre autres ont été blessés", déclare le communiqué. Un colonel de l'armée américaine, Rafael Torres, a ajouté: "Nous prenons au sérieux le fait qu'il y ait des victimes civiles au cours de nos opérations, et nous faisons tout ce qui est en notre pouvoir pour éviter (de tels accidents). Dans ce cas, nous avons échoué". "Nos pensées vont aux familles des victimes de ce tragique accident", a ajouté le colonel Torres, qui dirige le centre des opérations conjointes de l'Isaf.

L'Isaf a indiqué jeudi dans un courrier électronique que le nombre de civils tués et blessés par ses troupes avait baissé de 8,33% en près de deux ans, avec 306 tués et blessés en 2009 contre 255 tués et blessés depuis le début de 2010. Mais si le nombre des blessés a diminué (255 contre 306) pendant cette période, le nombre de tués a augmenté (174 contre 162).

En revanche, souligne l'Isaf, les rebelles, qui étaient responsables de 2.153 morts et blessés en 2009, en ont à leur actif 2.198 en 2010, soit une augmentation de 3,86%.

Selon l'ONU, l'année 2010 sera, parmi les neuf années de la guerre, celle qui aura fait le plus de morts parmi les Afghans ordinaires, avec 1.271 tués pour les seuls six premiers mois, soit une augmentation d'un tiers par rapport à l'année précédente.

L'aviation de l'Otan continue à tuer des civils par ... "mégarde"

A l'issue d'une frappe aérienne de l'Otan dans la province afghane de Paktia (est), des civils ont été tués, rapporte samedi la chaîne de télévision privée Tolo.

Selon la TV, l'incident s'est produit vendredi quand des hélicoptères de l'Alliance ont frappé le bâtiment d'une compagnie de BTP. Cette erreur a coûté la vie à cinq gardiens et deux civils afghans.

Indignés, des habitants locaux ont protesté contre cet arbitraire et réclamé le retrait immédiat des troupes étrangères du pays. Des civils périssent, tant dans des attentats perpétrés par les résistants que sous des bombes de l'Alliance. D'après les dernières données des défenseurs afghans des droits de l'homme, les pertes parmi la population civile en Afghanistan s'élèvent à environ 2.000 personnes depuis le début de l'année en cours.

Heurts après une bavure présumée de l'Otan en Afghanistan

De violents heurts ont opposé samedi la police à des centaines d'habitants de Gardez, dans l'est de l'Afghanistan, après la mort de sept personnes imputée par les autorités locales à un raid aérien de l'Otan.

Les sept victimes étaient des ouvriers qui dormaient sous des tentes sur le bord d'une route en construction lorsqu'elles ont été touchées pendant la nuit par une frappe aérienne, a déclaré le vice-gouverneur de la province de Paktia, dont Gardez est le chef-lieu.

La force internationale d'assistance à la sécurité de l'Otan (Isaf) a livré une version différente de l'incident, déclarant que les forces afghanes et alliées avaient essuyé des tirs d'un groupe d'hommes armés alors qu'ils traquaient un insurgé et qu'elles avaient répliqué, tuant sept d'entre eux.

Dans un communiqué, l'Isaf a dit "vérifier qui étaient ces individus, pourquoi ils étaient armés et pourquoi ils se trouvaient dans ce secteur à cette heure de la matinée".

Plusieurs centaines d'habitants sont descendues dans les rues de Gardez où ils ont affronté les policiers. Les heurts ont été émaillés d'échanges de tirs. Six civils et deux policiers ont été blessés, selon un médecin de l'hôpital de Gardez.

Les autorités ont également annoncé la mort, vendredi dans la province de Helmand (sud), de 15 civils tués par l'explosion de leur véhicule sur une bombe.

L'accident a eu lieu dans le district de Khan Neshin, a dit un porte-parole de la province. "C'était une mine placée récemment", a-t-il dit.

Selon l'Onu, 1.271 civils ont perdu la vie au premier semestre 2010 en Afghanistan, en hausse de 21% par rapport à 2009.

Barack Obama doit présenter la semaine prochaine les conclusions d'un réexamen de la stratégie de Washington en Afghanistan, mais aucun changement majeur n'est attendu par rapport aux grandes directions annoncées par le président américain en décembre 2009.

Le chef de la Maison blanche s'est engagé à entamer le retrait des troupes américaines d'Afghanistan à partir de juillet 2011, mais rien n'a été décidé quant à l'ampleur ou au rythme de ce rapatriement.

Reuters-

Des ONG appellent l'Otan à mieux protéger les civils,

Une trentaine d'ONG travaillant en Afghanistan ont appelé vendredi les pays de l'Otan à prendre des "mesures urgentes" pour mieux protéger les civils.

Cet appel intervient le jour de l'ouverture à Lisbonne d'une conférence des pays de l'Otan consacrée en grande partie à l'Afghanistan, et notamment au calendrier de la transition au cours de laquelle ils doivent transférer la responsabilité de la sécurité du pays à l'armée et à la police locales.

Dans leur communiqué, ces 29 organisations humanitaires, dont Oxfam, Afghanaid et la Commission afghane des droits de l'Homme, "appellent l'OTAN à placer la protection des civils au coeur de sa stratégie de transition".

"Des civils sont plus que jamais blessés et tués et la sécurité de l'Afghanistan est plus instable qu'au cours de ces neuf dernières années", soulignent ces ONG, craignant que "la violence ne continue à s'accroître en 2011" si "des mesures urgentes ne sont pas prises dès maintenant".

Elles demandent notamment à l'Otan d'améliorer la formation et le suivi des forces de sécurité afghanes "pendant la période de transition", qui doit en principe s'achever à la fin 2014 selon la communauté internationale.

Notons que des centaines de civils afghans ont été tués lors de raids menés par les forces de l'Otan

20/11/2010

<http://www.almanar.com.lb> V

Paroles & action du président...

Otan: "un nouveau concept"

Le président Barack Obama a souhaité l'adoption d'un "nouveau concept stratégique" au sommet de l'Otan à Lisbonne et assuré que les Etats-Unis "consultaient" l'Europe sur tous les grands sujets, dans une interview au journal espagnol El Pais publiée vendredi.

Le président américain confirme qu'il s'attend que les alliés et membres de l'Otan réaffirmeront leur "engagement durable pour faciliter un processus de transition" en Afghanistan, avec notamment "l'annonce de plus d'effectifs pour l'entraînement des forces afghanes".

"Nous espérons adopter à Lisbonne un nouveau concept stratégique de l'Otan qui réaffirme nos valeurs communes et notre engagement à la défense de chacun des membres", explique-t-il dans cette interview par écrit, dont les propos sont traduits en espagnol.

"Ce nouveau concept stratégique identifie de nouvelles menaces contre lesquelles nous devons nous défendre ensemble, des menaces comme le terrorisme, les activités criminelles dans le cyber-espace, la prolifération d'armes de destruction massive, leurs moyens de distribution et autres défis", ajoute M. Obama.

Concernant l'Afghanistan, le président américain réaffirme que les "Etats-Unis et (ses) alliés de l'Otan appuient pleinement un processus de réconciliation et de réintégration qui cherche la réintégration des membres des résistants qui sont d'accord avec certains points principaux", dont l'abandon de la violence et la rupture des liens avec Al-Qaïda

AFP
19/11

L'Afghanistan au cœur des débats

Un soldat britannique peut-être tué par ... un tir ami.

Un soldat britannique a peut-être été tué par un "tir ami" des avions de l'Otan dimanche dans le sud de l'Afghanistan, a annoncé lundi la force de l'Otan (Isaf), qui a ouvert une enquête sur l'incident.

"Un soldat de l'Isaf a peut-être été tué par un bombardement aérien de l'Otan lors d'une opération dans le district de Nad Ali" dimanche dans la province du Helmand, indique un communiqué de la force.

Un porte-parole de l'Otan a ensuite indiqué à l'AFP que la victime était un soldat britannique.

"Lors d'une patrouille, les forces afghanes et de la coalition ont été attaquées par des ennemis, et ont réclamé un soutien aérien. Un soldat de l'Isaf a été tué dans l'opération qui a suivi", est-il ajouté.

L'Otan a ouvert une enquête qui "doit déterminer si la mort de ce soldat de l'Isaf a été causée par un tir ennemi ou ami de la part de la force".

Helmand est l'un des bastions des résistants et l'une des provinces où les forces américaines et de l'Otan mènent depuis plusieurs mois des offensives...

7/12 AP

http://www.google.com/hostednews/afp/article/ALeqM5jYr2-VpCS6k3iej_NoB61akoDMw?docId=CNG.8f68fca8f7085974ae171d27fe7a595c.c31

24.11.

Selon le Pentagone, le renforcement des forces de sécurité afghanes est le progrès le plus "prometteur". Le rapport mentionne également l'amélioration de la situation de la sécurité et du développement socio-économique dans le pays.

Source: xinhua

<http://french.peopledaily.com.cn/International/7209398.html>

1 La résistance contre l'agresseur

Résistance :

Analyse & déclaration

Le plan de retrait de l'Otan est «signe d'échec»,

Les résistants ont estimé dimanche que le plan de retrait d'Afghanistan des troupes de l'Alliance atlantique, présenté ce week-end à Lisbonne pendant un sommet de l'Otan, était «un signe d'échec» pour les États-Unis.

L'accord signé samedi dans la capitale portugaise montre que Washington «n'a pas réussi à obtenir une assistance militaire supplémentaire de la part des autres membres de l'Otan», ou un engagement à continuer les opérations sur le long terme, écrivent les résistants dans un communiqué envoyé par courriel

«Ce sont de bonnes nouvelles pour les Afghans et pour tous les amoureux de la liberté dans le monde, et c'est un signe d'échec pour le gouvernement américain», ont-ils ajouté dans ce communiqué intitulé «Réponse de l'émirat islamique d'Afghanistan à la rencontre de Lisbonne».

Les dirigeants de l'Otan réunis à Lisbonne se sont engagés samedi à entamer le processus de transfert des responsabilités en matière de sécurité à la police et à l'armée afghanes à partir de l'an prochain, un passage de relais qui s'achèverait fin 2014.

Les résistants ont de nouveau appelé au retrait immédiat des troupes étrangères, considérant que fixer l'échéance à 2014 était «une décision irrationnelle», qui prolonge «une guerre dénuée de sens».

Samedi, les résistants avaient déjà réagi à l'annonce de Lisbonne, en jugeant que l'Otan était «vouée à la défaite».

Les 28 chefs d'État et de gouvernement ont donné leur aval à la stratégie de départ d'une majorité de leurs 150 000 soldats, tout en s'engageant à soutenir à long terme le gouvernement de Kaboul.

Le président américain Barack Obama a affirmé samedi que l'Otan avait réussi à «briser l'élan» des résistants. Un responsable de la Maison Blanche a néanmoins reconnu que de «durs combats» attendaient encore les pays de l'Isaf, la force internationale commandée par l'Otan, tandis que les résistants promettaient une nouvelle fois «la défaite» des alliés.

Agence France-Presse

<http://www.cyberpresse.ca/international/moyen-orient/201011/21/01-4344860-afghanistan-le-plan-de-retrait-de-lotan-est-signé-dechec-disent-les-résistants.php>

Les occupants

USA & Coalition

Occupation de l'Afghanistan

12-12

2010 est déjà, de très loin, l'année la plus meurtrière en neuf ans de guerre pour les forces internationales, qui essuient des pertes de plus en plus lourdes face à une insurrection qui s'est considérablement intensifiée et étendue géographiquement ces trois dernières années. 521 soldats étrangers avaient été tués en Afghanistan en 2009, une année déjà record.

En visite la semaine dernière en Afghanistan, le secrétaire américain à la Défense Robert Gates avait félicité ses troupes pour avoir renversé la tendance et repris du terrain aux résistants dans le sud.

Dans une lettre ouverte au président Obama publiée samedi, une vingtaine d'experts internationaux de l'Afghanistan ont au contraire estimé que ces offensives militaires étaient en train d'échouer, et ont appelé le président américain à changer de stratégie en négociant avec les résistants.

L'évolution de la situation dans le sud, principal bastion de la rébellion des résistants avec l'est, sera un point important du rapport sur le conflit afghan qui doit être publié par la Maison Blanche la semaine prochaine.

Lors d'un sommet fin novembre à Lisbonne, les pays de l'Otan se sont engagés à transférer d'ici à la fin 2014 la responsabilité de la sécurité de l'ensemble du pays aux forces afghanes. Près de 140.000 soldats étrangers, aux deux tiers américains, sont déployés en Afghanistan pour soutenir le gouvernement de Kaboul face à la rébellion menée par les résistants.

AFP)

2-2 Les forces en présence

USA

Les USA vont déployer des chars de combat

Pour la première fois depuis le début de la guerre les Etats-Unis vont déployer des chars de combat en Afghanistan, rapporte vendredi le Washington Post. Le Général David Petraeus, commandant des forces alliées en Afghanistan, a donné le feu vert à leur déploiement le mois prochain, indique le quotidien, qui cite sans les nommer des responsables américains.

«Le déploiement de chars de combat M1 Abrams va permettre aux forces terrestres de viser les résistants de plus loin et plus efficacement que ce qui actuellement possible avec les autres véhicules militaires américain», rapporte le Washington Post.

Seize chars devraient ainsi apparaître dans un premier temps dans la province d'Helmand (sud) théâtre de violents affrontements entre Marines et résistants.

22.11

<http://www.20minutes.fr/ledirect/625467/monde-afghanistan-usa-vont-deployer-chars-combat>

Otan-Isaf

Le retrait des troupes étrangères pour 2014

Lors du sommet de Lisbonne, les dirigeants de l'OTAN et des vingt pays engagés à leurs côtés en Afghanistan doivent approuver une stratégie de retrait des troupes étrangères de ce pays débutant d'ici la mi-2011 et devant se terminer en 2014, une échéance fixée par le président afghan Hamid Karzaï lui-même.

Lors du sommet, le président américain Barack Obama a réitéré son appel à l'envoi de davantage d'instructeurs militaires et de police en Afghanistan, afin d'accélérer la transition, "il faut promouvoir cet exercice de transition et donc il faut laisser le pays aux Afghans dans un phasage qui reste à déterminer", a ajouté Yves Leterme au micro de Pascal Bustamante. "A titre personnel, il me paraît impensable que la Belgique, en tant que pays hôte de l'OTAN, se désiste et ne participe pas à un effort qui sera naturellement beaucoup plus de nature civile", a conclu le Premier ministre.

"Une présence militaire considérable est nécessaire"

Le ministre de la Défense Pieter De Crem va plus en plaidant pour "une présence militaire considérable" de la Belgique en Afghanistan après 2011 : "Nous désolidariser serait une mauvaise chose pour notre pays et pour l'Afghanistan".

<http://www.rtf.be/info/articles/la-belgique-devrait-rester-presente-en-afghanistan-apres-2011-mais-moins-militairement>

Sociétés de sécurité

Les sociétés de sécurité à nouveau autorisées, sous conditions

Une partie des sociétés privées de sécurité installées en Afghanistan pourront continuer à y opérer sous certaines conditions, a annoncé lundi le gouvernement, confirmant des amendements au plan du président Karzaï qui prévoyait leur interdiction totale.

52 sociétés qui ont reçu l'aval du gouvernement pourront continuer à assurer la sécurité des forces internationales, des agences de l'ONU, des agences d'aide gouvernementales, des ONG et des médias étrangers, a annoncé un conseiller du ministère de l'Intérieur, Abdul Manan Farahi.

Une cinquantaine d'autres, dont la liste sera annoncée en décembre, seront en revanche interdites, et celles qui font l'objet d'enquêtes criminelles pourraient l'être elles aussi, a-t-il précisé lors d'une conférence de presse à Kaboul.

Les compagnies employées pour protéger des projets de développement pourront rester jusqu'à la fin du projet mais devront être dissoutes après, a-t-il ajouté. La sécurité des autres projets de développement sera assurée par la police afghane après signature d'un contrat rémunéré entre le ministère et les agences d'aide concernées. Ces policiers seront recrutés dans les régions concernées par la police, qui les entraînera.

"Ces compagnies continueront à opérer en accord avec les lois et règlements en vigueur", a ajouté M. Farahi.

En août dernier, M. Karzaï avait ordonné à la surprise générale la dissolution de toutes les sociétés privées de sécurité - afghanes et internationales - d'ici à la fin de l'année, les accusant d'engloutir une grande partie de l'aide internationale, d'alimenter la corruption, de nuire au développement des forces de sécurité afghanes et d'alimenter l'insécurité.

Fin octobre, il avait toutefois laissé entrevoir des assouplissements pour rassurer les Occidentaux inquiets des conséquences de cette interdiction sur leurs projets de développement et la sécurité de leurs infrastructures. Selon les nouvelles règles en vigueur, les sept compagnies de sécurité qui étaient autorisées à escorter les convois de ravitaillement des forces de l'Otan devront désormais être accompagnées de policiers, a précisé M. Farahi.

Les bureaux des compagnies de sécurité devront également quitter l'enclave diplomatique de Kaboul, située dans le quartier de Wazir Akbar Khan, pour s'établir dans les quartiers périphériques, a ajouté M. Farahi.

Les nouvelles règles stipulent également que les employés des compagnies de sécurité devront porter un uniforme mais ne pourront plus porter des armes dans les régions où ils ne sont pas en service, procéder à des arrestations, fouiller des maisons ou bloquer des routes pour quelque raison que ce soit.

Selon le ministère de l'Intérieur, les 52 sociétés autorisées emploient 26.510 personnes, dont 3.400 étrangers. Certaines de ces sociétés participent à l'entraînement de l'armée et de la police afghanes, censées prendre en charge le contrôle de la sécurité de la totalité du pays à la place des forces étrangères d'ici à la fin 2014.

A l'instar de l'Irak après 2003, le marché de la sécurité privé a explosé en Afghanistan depuis 2001, et encore plus ces dernières années en raison de l'insécurité grandissante dans le pays, où la faiblesse du gouvernement a favorisé l'essor des groupes rebelles et criminels.

AFP / 06 décembre

<http://www.romandie.com/infos/news2/101206123348.rv5euf6b.asp>

Le monde

Allemagne

L'Allemagne projette d'entamer un retrait d'Afghanistan fin 2011

'Allemagne vise à entamer le retrait de ses forces d'Afghanistan fin 2011, dix ans après le début de la guerre, dit un rapport gouvernemental publié lundi.

Soldat de la Bundeswehr à Aqtappeh, dans le nord-ouest de l'Afghanistan. L'Allemagne COMPTE entamer le retrait de ses forces dans le pays fin 2011, dix ans après le début de la guerre, selon un rapport gouvernemental. (Reuters/Fabrizio Bensch)

Les dirigeants de l'Otan sont convenus le mois dernier au sommet de Lisbonne de commencer à la mi-2011 à transférer la responsabilité de la sécurité aux Afghans et à leur remettre le contrôle de l'ensemble du pays d'ici fin 2014.

"Dans le cadre du transfert des responsabilités de sécurité, le gouvernement a l'intention de réduire d'ici fin 2011, début 2012, certains effectifs qui ne seront plus nécessaires, pour autant que la situation le lui permette", dit le rapport émanant des quatre ministères concernés.

L'Allemagne dispose d'environ 4.600 hommes basés dans le nord de l'Afghanistan, ce qui en fait le troisième pays par ordre d'importance des effectifs. La guerre en Afghanistan se heurte à une vive opposition en Allemagne.

13/12/2010 à 18:23

http://www.lexpress.fr/actualites/2/l-allemande-projette-d-entamer-un-retrait-d-afghanistan-fin-2011_944881.html

Belgique

La Belgique devrait rester présente après 2011.

20.11.10

La Belgique devrait réduire en 2011 sa présence militaire en Afghanistan au profit d'un renforcement de l'effort civil et de reconstruction, mais elle y restera toutefois présente, comme l'ensemble de la communauté internationale, a indiqué samedi le Premier ministre Yves Leterme.

"Je pense que notre présence militaire - actuellement plafonnée à 626 hommes en vertu d'une décision gouvernementale d'avril dernier - sera réduite dans le courant de l'année" prochaine, a-t-il affirmé à la presse en marge du sommet de l'OTAN et d'une réunion spécifique consacrée à l'Afghanistan.

Mais, "il faut dire à la population belge qu'on sera encore présent, moins militairement et davantage civilement" au-delà de cette échéance, a ajouté le chef du gouvernement en affaires courantes. "La Belgique ne pourra se désengager, s'abstenir de participer (à l'effort militaire international), même au-delà de 2011", a-t-il prévenu, rappelant que la Belgique était l'un des pays fondateurs de l'OTAN, qui dirige en Afghanistan la force internationale d'assistance à la sécurité (ISAF), et le pays hôte de l'Alliance atlantique.

<http://www.rtf.be/info/articles/la-belgique-devrait-rester-presente-en-afghanistan-apres-2011-mais-moins-militairement>

Croatie

10-12

Le Parlement croate a voté vendredi pour une augmentation du nombre des militaires croates en Afghanistan, le portant de 320 à 350, pour les missions en 2011 et 2012 au sein de la Force internationale d'assistance à la sécurité (Isaf) de l'Otan, a indiqué une source parlementaire. Cette décision "contribue de façon significative à l'importante crédibilité politique et militaire de la Croatie au sein de l'Otan", a déclaré cette semaine le ministre de la Défense, Branko Vukelic.

La Croatie est engagée depuis février 2003 en Afghanistan.

Par Europe1.fr

3) Politique

a) Les collaborateurs afghans

Karzaï

Karzaï : L'OTAN maintiendra sa présence limitée (...) en Afghanistan après 2014.

L'organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) maintiendra sa présence limitée en Afghanistan après 2014, mais cela ne sera pas dirigé contre un pays tiers, a déclaré mardi le président afghan Hamid Karzaï.

"L'OTAN, en tant que partenaire, maintiendra sa présence en Afghanistan après 2014, mais elle sera limitée et ne menacera aucun pays dans la région ni aucun pays tiers", a confié aux journalistes M. Karzaï lors d'une conférence de presse tenue au palais présidentiel, suite à sa participation à un sommet de l'OTAN.

Lors du sommet de deux jours réunissant les 28 membres militaires de l'alliance atlantique qui s'est terminé samedi dernier à Lisbonne, les participants ont convenu de transférer à partir de 2011 la responsabilité du contrôle de sécurité de la Force d'assistance à la sécurité internationales (ISAF) aux forces de sécurité afghanes et d'achever ce processus en fin d'année 2014.

La présence des troupes étrangères en Afghanistan n'est pas toujours bonne, et "nous devons faire de notre mieux pour protéger notre pays", a indiqué le président lors de la conférence de presse, répondant à une question de journaliste pour savoir s'il était confiant que l'Armée nationale afghane pourrait prendre en charge la responsabilité de la sécurité nationale.

Exprimant sa satisfaction quant à l'accord conclu à Lisbonne entre le gouvernement afghan et l'OTAN, le président Karzaï a fait savoir que le gouvernement afghan pourrait tendre vers la légitimation de la présence des troupes étrangères en Afghanistan.

Plus de 140.000 militaires de l'ISAF sous commandement de l'OTAN sont stationnés actuellement en Afghanistan sous mandat des Nations Unies, avec pour mission de lutter contre les activistes résistants, les combattants d'al-Qaïda et d'autres irésistants.

Source: xinhua

24.11.2010

<http://french.peopledaily.com.cn/International/7209046.html>

Confection d'un gouvernement fantoche

Les résultats des législatives afghanes sont proclamés.

Les autorités ont proclamé ce mercredi les résultats définitifs des élections législatives du 18 septembre, plus de deux mois après un scrutin entaché de fraudes massives

«Tenir des élections est un processus difficile. Heureusement, malgré toutes les embûches, la nation a réussi à les tenir et aujourd'hui, nous pouvons voir pour qui les gens ont voté», a déclaré à la presse Fazil Ahmad Manawi, chef de la Commission électorale indépendante (CEI), en proclamant les résultats.

En l'absence de partis politiques, la nouvelle Assemblée nationale, traditionnellement dominée par des chefs de guerre, des technocrates et des notables, qui ont rarement réussi à s'unir, n'est pas de nature à peser dans un pays où le président Hamid Karzaï concentre l'essentiel des pouvoirs.

Le chef de l'Etat a été installé puis maintenu à la tête du pays grâce à la présence de plus de 150 000 soldats des forces internationales qui combattent l'insurrection des résistants. Il a été réélu en 2009, également à l'issue d'un scrutin entaché de fraudes massives.

Alors que la participation s'annonçait déjà très faible (autour de 40%), il y a un mois, la CEI avait annoncé l'invalidation de près d'un quart des quelque 5,6 millions de bulletins de vote glissés dans les urnes pour désigner les 249 députés. La CEI avait déjà disqualifié 19 candidats déclarés vainqueurs au fil des résultats préliminaires. Fazil Ahmad Manawi a pourtant qualifié mercredi le scrutin de «grand succès» pour «le gouvernement afghan et (ses) amis de la communauté internationale». Il a toutefois précisé que les résultats annoncés mercredi ne comprenaient pas ceux d'une des 34 provinces.

Initialement prévue le 30 octobre, la publication des résultats a été retardée par les enquêtes sur les fraudes. Bourrage d'urnes, fausses cartes d'électeur, vote sous pression ou forcé, le scrutin avait été marqué par des irrégularités le jour du vote et par des attaques des résistants qui avaient fait des dizaines de morts et de blessés. La commission chargée d'enquêter sur ces violations a reçu près de 6000 plaintes pour irrégularités et possibles fraudes. Les alliés occidentaux – Etats-Unis au premier chef, dont les troupes composent plus des deux tiers des forces internationales sous la bannière de l'OTAN – avaient espéré que ces législatives permettraient de redorer le blason du gouvernement Karzaï.

AFP

[http://www.letemps.ch/Page/Uuid/3174cd10-f799-11df-b5be-3aa56689daf8/Les résultats des législatives afghanes sont proclamés](http://www.letemps.ch/Page/Uuid/3174cd10-f799-11df-b5be-3aa56689daf8/Les_résultats_des_législatives_afghanes_sont_proclamés)

Sur le terrain

Des dizaines de parlementaires afghans élus disqualifiés

Des dizaines de parlementaires afghans, élus lors des élections législatives du 18 septembre, ont été disqualifiés pour fraude, a-t-on appris dimanche de source proche de la Commission des plaintes électorales (ECC).

Cette annonce survient au lendemain du sommet de l'Otan à Lisbonne où le dossier afghan, et notamment la question du processus de transfert des responsabilités en matière de sécurité, a dominé les échanges entre les membres de l'Alliance.

"Les voix accordées à des dizaines de vainqueurs vont être annulées pour fraude", a indiqué à Reuters une source qui s'exprimait sous le sceau de l'anonymat.

Les candidats ne seront pas autorisés à faire appel de cette décision, a-t-on appris de même source.

L'ECC, mise en place par l'Onu pour surveiller le processus électoral en Afghanistan, va remettre la liste des candidats disqualifiés à la Commission électorale indépendante (CEI) qui doit proclamer les résultats définitifs. Seuls quelques résultats préliminaires ont été annoncés plus de deux mois après un scrutin qualifié dans un premier temps de succès par les autorités afghanes.

De nombreux candidats ont dénoncé des fraudes et réclament la tenue d'un nouveau scrutin.

L'an dernier, au premier tour de l'élection présidentielle, la commission des plaintes électorales avait annulé un tiers des voix en faveur du président Hamid Karzaï, finalement réélu après le retrait de son rival du second tour, Abdullah Abdullah.

[Http://tempsreel.nouvelobs.com/actualite/monde/20101121.REU4904/des-dizaines-de-parlementaires-afghans-elus-disqualifies.html](http://tempsreel.nouvelobs.com/actualite/monde/20101121.REU4904/des-dizaines-de-parlementaires-afghans-elus-disqualifies.html)

Pays corrompu cherche ...

Législatives afghanes: le parquet demande l'annulation des résultats

Le parquet général d'Afghanistan a demandé à la Cour suprême d'annuler les résultats des législatives controversées de septembre, une nouvelle étape dans le bras de fer qui l'oppose aux autorités électorales, a annoncé dimanche un de ses membres.

La Commission électorale indépendante (CIE), chargée de superviser le processus électoral avec la Commission électorale des plaintes (ECC) a aussitôt réagi en estimant que la demande du parquet était "illégal".

Hafizullah Hafiz, chef de la commission d'enquête du parquet sur les élections, a indiqué à l'AFP que les résultats des élections étaient tellement frauduleux qu'ils devaient être annulés.

"Nous avons officiellement demandé au tribunal spécial anticorruption de la Cour suprême d'annuler les résultats des législatives, et ordonné un nouveau comptage des voix par une commission impartiale et des représentants des candidats", a-t-il déclaré.

Reste à la Cour suprême d'accéder ou non à cette demande du parquet, dirigé par un proche du président Hamid Karzaï, avec le risque si elle le fait d'alimenter la confusion sur la scène politique afghane, alors que la nouvelle législature doit en principe commencer cet hiver.

L'Assemblée nationale (Wolesi Jirga, 249 sièges) n'a que peu d'influence dans le pays, l'essentiel des pouvoirs étant concentrés dans les mains du président Karzaï, installé à la tête de l'Etat fin 2001 par la coalition militaire internationale qui a chassé les résistants du pouvoir.

M. Karzaï, lui-même réélu en août 2009 au terme d'une présidentielle entachée également de fraudes massives à son profit, s'est jusqu'ici gardé d'endosser les résultats annoncés par la CEI et l'ECC, appelant au contraire les candidats battus qui contestent les résultats à porter plainte.

Son principal opposant, Abdullah Abdullah, a accusé la justice de chercher à modifier les résultats des législatives au profit du camp présidentiel, par le biais du parquet général.

M. Karzaï ne s'est jusqu'ici pas prononcé sur la nécessité ou non d'annuler les résultats de ces élections, qui se sont traduites par un recul de ses partisans au parlement selon les analystes.

"Nous avons de nombreuses preuves que des fraudes massives ont eu lieu au plus haut niveau" du processus électoral, a affirmé M. Hafiz, en accusant les "dirigeants" de la CEI et de l'ECC d'être directement impliqués dans ces fraudes et en affirmant disposer de preuves audio et vidéo.

"Aucune institution n'a le droit de changer les résultats des élections législatives", a répondu peu après lors d'une conférence de presse le chef de l'ECC, Ahmad Zia Rafat.

De nombreux candidats défaits lors du scrutin ont manifesté ces derniers mois dans plusieurs villes du pays pour dénoncer les fraudes.

Fin novembre, le parquet général avait annoncé l'ouverture d'une enquête criminelle sur les fraudes et critiqué la CEI pour avoir proclamé les résultats de manière "prématurée" quelques jours plus tôt.

La CEI avait invalidé un quart des suffrages d'une élection déjà marquée par une très forte abstention (environ 60%), et annulé l'élection de 24 candidats déclarés vainqueurs par les résultats préliminaires.

(AFP)12/12

b) Les occupants

1) Usa

Obama - Clinton

Clinton fait escale au Kirghizstan, rouage crucial de la guerre afghane

La secrétaire d'Etat américaine, Hillary Clinton, s'est rendue jeudi pour quelques heures au Kirghizstan, un pays instable d'Asie centrale où Washington loue une base aérienne essentielle pour la logistique de la guerre en Afghanistan.

Mme Clinton s'est entretenue avec la présidente Rosa Otounbaïeva et a ensuite participé à une émission de télévision. Elle devait partir en Ouzbékistan dans l'après-midi.

Sa visite à Bichkek coïncide avec l'annonce d'un accord de coalition entre trois formations politiques pour former un gouvernement, près de deux mois après les législatives.

Plusieurs des partis arrivés en tête de ce scrutin militent pour la fermeture de la base américaine de Manas, par laquelle transite la majorité des soldats combattant en Afghanistan. La base ravitaille également en carburant les avions engagés dans le conflit.

Lors d'un point de presse, la chef de la diplomatie américaine s'est félicitée de l'accord de coalition, et a rendu hommage au caractère démocratique des élections, organisées quelques mois à peine après des troubles sanglants.

Elle a aussi argué que le Kirghizstan "serait plus sûr si nous pouvons aider les Afghans à bâtir un pays pacifique et stable", remerciant Bichkek de son "soutien" au sujet de la base de Manas.

Pour Mme Otounbaïeva, l'avenir de Manas sera "la prérogative du futur gouvernement" kirghiz.

"Mais je veux vraiment souligner le rôle particulier de la base aérienne de Manas pour combattre le terrorisme", a ajouté le présidente kirghize, faisant part de sa crainte d'une contagion des violences hors d'Afghanistan.

Mme Clinton, interrogée sur une controverse à propos du contrat de fourniture de carburant sur la base, a par ailleurs indiqué que les Etats-Unis étaient prêts à aider à la constitution d'une société kirghize qui pourrait devenir fournisseur à terme.

Les Etats-Unis paient chaque année un loyer de 60 millions de dollars pour la base, auxquels s'ajoutent 110 millions d'aide économique.

Hillary Clinton a enfin annoncé l'organisation, par les Etats-Unis d'une conférence régionale sur les droits des femmes en mai 2011 au Kirghizstan.

Le Kirghizstan, une ex-république soviétique très pauvre, a connu une vague de violences au printemps, avec le renversement du président Kourmanbek Bakiev, puis des affrontements entre Kirghizes et Ouzbeks dans le sud.
AFP / 02 décembre

Occupation de l'Afghanistan

Un Américain sur deux opposé à l'engagement du pays en Afghanistan.

19/11/2010

Un Américain sur deux est opposé à l'engagement de son pays dans le conflit en Afghanistan, un chiffre en forte augmentation depuis septembre, selon un sondage de l'université Quinnipiac publié jeudi.

Ainsi, 50% des personnes interrogées estiment que les Etats-Unis ne devraient pas être impliqués dans ce conflit, contre 41% début septembre et 35% mi-janvier.

A l'inverse, 44% des sondés approuvent l'engagement de leur pays dans le conflit, contre 49% début septembre

et 59% mi-janvier.

L'enquête a interrogé un échantillon de 2.424 électeurs inscrits du 8 au 15 novembre et présente une marge d'erreur de plus ou moins deux points.

Si les républicains interrogés approuvent la conduite de la guerre (64%), seul un tiers des démocrates (33%) y est favorable, contre 62% qui y sont opposés.

Le soutien à l'engagement américain divise également les familles dont un membre est dans l'armée: 49% approuvent l'action de leur pays, tandis que 47% y sont opposés.

<http://www.almanar.com.lb>

Les organisations alliées

1 Onu

«La corruption n'est pas un paramètre absolu»

«La corruption n'est pas un paramètre absolu. En revanche, il faut mieux contrôler l'aide internationale et la passation des contrats», affirme M. de Mistura.

Le chef de la mission de l'ONU en Afghanistan, Staffan de Mistura, estime que la corruption en Afghanistan n'est «pas un paramètre absolu», jugeant que son éradication est «un objectif à réaliser dans les dix prochaines années», dans un entretien accordé au journal La Croix de vendredi.

«Nous sommes venus en Afghanistan à cause des attentats du 11 septembre 2001, pas pour transformer l'Afghanistan en Suisse, avec une gouvernance parfaite, sans corruption et dans le respect des droits de l'Homme», affirme le représentant onusien, interrogé sur la confiance qu'il est possible d'accorder au président afghan Hamid Karzaï sur le plan de la gouvernance.

«Cela ne veut pas dire qu'il ne faudra pas y arriver un jour, pour avoir une stabilité réelle, mais c'est un objectif à réaliser dans les dix prochaines années avec l'aide de l'ONU», poursuit-il.

«Lorsqu'ils étaient au pouvoir, les résistants n'étaient pas corrompus et ils n'achetaient pas de Mercedes, mais ils étaient incapables de s'occuper de leur population. La corruption empêche souvent le gouvernement afghan d'être efficace, mais il y a beaucoup plus d'écoles et d'hôpitaux qu'à l'époque des résistants», dit-il.

«La corruption n'est pas un paramètre absolu. En revanche, il faut mieux contrôler l'aide internationale et la passation des contrats», affirme M. de Mistura.

Le chef de la Mission de l'ONU considère que le président Karzaï est «un allié qui peut être compliqué, difficile», mais «qui représente aussi une réalité afghane» et que «si on veut un compromis, il faut avoir quelqu'un capable de le faire avec tous».

À la veille d'un sommet de l'Otan à Lisbonne consacré à la stratégie des forces internationales en Afghanistan, il juge que la «stratégie militaire» du commandant en chef américain de ces forces, le général David Petraeus, «porte ses fruits» et que les résistants sont «fatigués» et plus enclins à négocier.

«Nous en voyons la preuve dans l'augmentation de leurs contacts avec le gouvernement», a-t-il ajouté.

Le président afghan a de nouveau appelé les résistants à entamer des pourparlers de paix avec lui, mardi à l'occasion de la célébration de la fête musulmane de l'Aïd-el-Kébir, malgré le ferme refus réitéré la veille par leur chef spirituel, le mollah Omar.

<http://www.cyberpresse.ca/international/moyen-orient/201011/18/01-4344123-afghanistan-la-corruption-nest-pas-un-parametre-absolu.php>

CICR

Un peuple pris en étau,

nb : La publication de l'analyse ne signifie nullement que la rédaction partage le point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information.

Les principaux problèmes liés au conflit auxquels ont fait face les Afghans en 2010 persisteront en 2011, a indiqué aujourd'hui le Comité international de la Croix-Rouge (CICR). D'après le CICR, la situation est critique du fait que de nombreux civils sont pris pour cibles ou déplacés, et qu'ils ne peuvent accéder à des soins de santé adéquats, « Dans un nombre croissant de régions, nous entrons dans une phase nouvelle du conflit, plutôt trouble, où la prolifération des groupes armés menace la capacité des organisations humanitaires à venir en aide aux personnes qui ont besoin d'assistance », explique Reto Stocker, chef de la délégation du CICR en Afghanistan. « Il arrive qu'un groupe armé réclame vivres et abri pour la nuit, et que le lendemain matin, un autre exige des explications sur l'assistance fournie à son ennemi ». Les nouveaux groupes qui se forment, et qui comprennent également des criminels, sont encore difficiles à identifier. « Beaucoup de gens ne voient d'autre solution que la fuite, et ils sont nombreux à finir dans des camps de déplacés ou chez des parents vivant dans les districts voisins », ajoute M. Stocker. Depuis janvier de cette année, le CICR a fourni, en collaboration avec son partenaire le Croissant-Rouge afghan, des vivres et d'autres articles

de secours à plus de 140 000 personnes dans le pays tout entier. En outre, grâce à des projets réalisés par l'institution, 412 000 habitants des villes et des campagnes ont retrouvé l'accès à l'eau potable. Le conflit s'étant intensifié et étendu à de nouvelles régions, le nombre de morts et de blessés parmi les civils a une fois de plus augmenté en comparaison avec les années précédentes. En 2010, l'hôpital régional Mirwais de Kandahar, qui dessert une population d'environ 4 millions de personnes, a admis à ce jour plus de 2 650 personnes blessées par arme, contre à peine plus de 2 100 en 2009. Cette année toujours, près de 4 000 nouveaux patients ont reçu des prothèses dans l'un des sept centres de réadaptation physique gérés par le CICR en Afghanistan. Beaucoup avaient été amputés à la suite des combats. « Le CICR entretient un dialogue permanent avec l'opposition armée, les forces de sécurité nationales et les forces militaires internationales sur des questions liées à la détention et à la conduite des hostilités. Il s'agit d'un dialogue confidentiel, mais franc et direct lorsqu'il le faut », précise M. Stocker. À ce jour, le CICR a en outre assuré le suivi individuel de plus de 2 630 personnes détenues dans tout le pays par les autorités internationales ou afghanes, observant leurs conditions de détention et le traitement qui leur est réservé, et veillant à ce que les garanties judiciaires soient respectées et à ce que les détenus puissent rétablir ou maintenir le contact avec leur famille. Plus de 2 000 personnes ont ainsi eu la possibilité de maintenir des liens avec des proches grâce à des vidéoconférences, des messages Croix-Rouge ou des visites organisées dans des lieux de détention. Le CICR reçoit fréquemment des informations faisant état de membres du personnel médical local menacés dans l'exercice de leurs fonctions, et de personnes empêchées de se rendre dans une structure médicale ou retardées sur leur parcours jusqu'à un centre de soins ; et ce, malgré le fait que ces deux catégories de personnes sont protégées en vertu du droit international humanitaire. « Le nombre de mères arrivant avec des enfants mourants, victimes de maladies facilement évitables, telles que la rougeole ou la diarrhée chronique, est stupéfiant », indique le docteur Bart de Poorter, coordonnateur des programmes de santé du CICR en poste en Afghanistan. « Mais quel médecin est assez courageux pour s'aventurer dans les régions rurales pour soigner ou vacciner la population, vu le manque effroyable de sécurité et de respect à l'égard du personnel médical ? » Au nombre des principes essentiels du droit international humanitaire figure l'obligation de traiter humainement et en toutes circonstances les personnes qui ne participent pas aux hostilités. « Les principes humanitaires sur lesquels nous n'avons cessé d'insister au cours des dernières décennies sont plus importants que jamais, souligne encore M. Stocker. Aujourd'hui, en Afghanistan, il faut malheureusement toujours répéter qu'il est nécessaire et urgent que les civils ne soient pas pris pour cibles, que les services médicaux soient épargnés et que les détenus bénéficient de soins médicaux appropriés. » L'Afghanistan, où le CICR travaille depuis 1979, représente la plus vaste opération de l'institution à travers le monde, avec plus de 1 750 personnes basées dans 15 bureaux et un budget pour 2011 de 89 millions de dollars US.

15-12-

<http://www.cicr.org/web/fre/sitefre0.nsf/html/afghanistan-news-2010-12-15>

Les Pays collaborateurs.

Grande - Bretagne

La grande imposture,

Le service des renseignements britannique, le MI6, est responsable d'avoir introduit l'imposteur qu'il a pris pour un haut responsable résistants en mesure d'entamer des pourparlers de paix avec le gouvernement afghan, a indiqué hier le quotidien britannique Times.

L'imposture avait été révélée mardi par le New York Times. Des agents du MI6 ont versé à cet homme des centaines de milliers de dollars, convaincus qu'il s'agissait du haut responsable résistants avec l'autorité suffisante pour négocier avec les responsables américains et afghans au nom des irésistants. «Le service des renseignements britannique a fait preuve de naïveté, et de notre côté, nous avons pris nos rêves pour la réalité», a affirmé au Times un haut responsable afghan.

MANIPULATION

Le principal opposant au président afghan Hamid Karzaï, Abdullah Abdullah, a accusé hier le gouvernement d'instrumentaliser la justice pour modifier les résultats des législatives du 18 septembre, marquées par un recul du camp présidentiel selon les analystes. «Le gouvernement voulait faire annuler l'élection, et il a fait tout ce qu'il a pu pour cela. Mais il a échoué, et il utilise maintenant le parquet pour faire pression sur les commissions électorales» et changer les résultats, a déclaré M. Abdullah. La veille, le procureur général d'Afghanistan, Mohammad Ishaq Alko, avait annoncé l'ouverture d'une enquête criminelle sur les fraudes lors de ce scrutin, visant notamment des responsables de la Commission électorale indépendante (CEI) et de la Commission électorale des plaintes (ECC), les deux organes chargés de valider les résultats de l'élection. «Si ces accusations (...) sont avérées, la légitimité de ces élections va être sérieusement entamée», avait précisé l'adjoint de M. Alko, le procureur Rahmatullah Nazari. «Le procureur général a le droit d'enquêter pour déterminer s'il y a eu des actes criminels lors des élections, mais il a prouvé depuis un mois qu'il n'est pas indépendant et qu'il est loyal au palais présidentiel», selon M. Abdullah.

«Les gens ne le croient plus, et le gouvernement l'utilise pour mener une inutile guerre de propagande contre les

commissions électorales», a-t-il ajouté. Quant au président Hamid Karzaï, qui a appelé jeudi les candidats battus, mécontents du résultat, à porter plainte, «il fait juste semblant de défendre les droits de ces candidats», estime M. Abdullah. «C'est juste une tactique qui vise à rallier le soutien de ces candidats» qui sont pour certains «encouragés à continuer à manifester pour faire pression sur la commission électorale», a poursuivi M. Abdullah, avant de conclure : «Le gouvernement n'est pas honnête quand il les défend». Un responsable de l'ECC a dénoncé vendredi les pressions exercées par la justice et des proches du gouvernement pour empêcher la disqualification de candidats accusés de fraudes lors des législatives. M. Abdullah, qui avait été le dauphin du président Karzaï lors de l'élection présidentielle de 2009, elle aussi entachée de fraudes massives, a assuré mercredi que ses partisans avaient emporté près d'un tiers des 249 sièges à l'Assemblée nationale (Wolesi Jirga).

27.11.10 | 03h00

http://www.elwatan.com/international/la-grande-imposture-27-11-2010-100559_112.php

10-2 Provinces Afghanes

Carte cliquer dans l'image : <http://en.wikipedia.org/wiki/Image:AfghanistanNumbered.png>

[AfghanistanNumbered.png](#) (181KB, MIME type: image/png)